

**Histoire & mesure**

XXVI-1 | 2011

Revisiter les crises

La crise des années 1845-1848 dans l'est de la Wallonie

*The Crisis of 1845-1848 in East Wallonia***Paul Servais**

**Édition électronique**URL : <http://journals.openedition.org/histoiremesure/4129>

DOI : 10.4000/histoiremesure.4129

ISBN : 1957-7745

ISSN : 1957-7745

Éditeur

Éditions de l'EHESS

Édition imprimée

Date de publication : 1 juillet 2011

Pagination : 157-186

ISBN : 978-2-7132-2313-6

ISSN : 0982-1783

Référence électronique

Paul Servais, « La crise des années 1845-1848 dans l'est de la Wallonie », *Histoire & mesure* [En ligne], XXVI-1 | 2011, mis en ligne le 01 juillet 2011, consulté le 19 avril 2019. URL : <http://journals.openedition.org/histoiremesure/4129> ; DOI : 10.4000/histoiremesure.4129

Ce document a été généré automatiquement le 19 avril 2019.

© Éditions de l'EHESS

La crise des années 1845-1848 dans l'est de la Wallonie

The Crisis of 1845-1848 in East Wallonia

Paul Servais

NOTE DE L'AUTEUR

Ce texte résulte de travaux poursuivis dans le cadre de l'action COST a35 « Progressore » (<http://www.ehess.fr/crh/sommaire.php?id=755>) et se situe plus spécifiquement dans le prolongement des séminaires tenus à Rennes (Agricultural specialisation and rural patterns of development) et Torun (Wealth and Poverty in European Rural Societies from the Middle Ages to the present day. Standards of living, material culture and consumption patterns) en 2007, de même que dans la suite de l'Exploratory Workshop tenu à Thonon en 2005, en préparation du Congrès international d'histoire économique d'Helsinki, sur « la question des droits de propriété et leur place dans le processus de développement économique ». Une version préliminaire de ce texte a été présentée lors d'un séminaire tenu à Trévis en 2009.

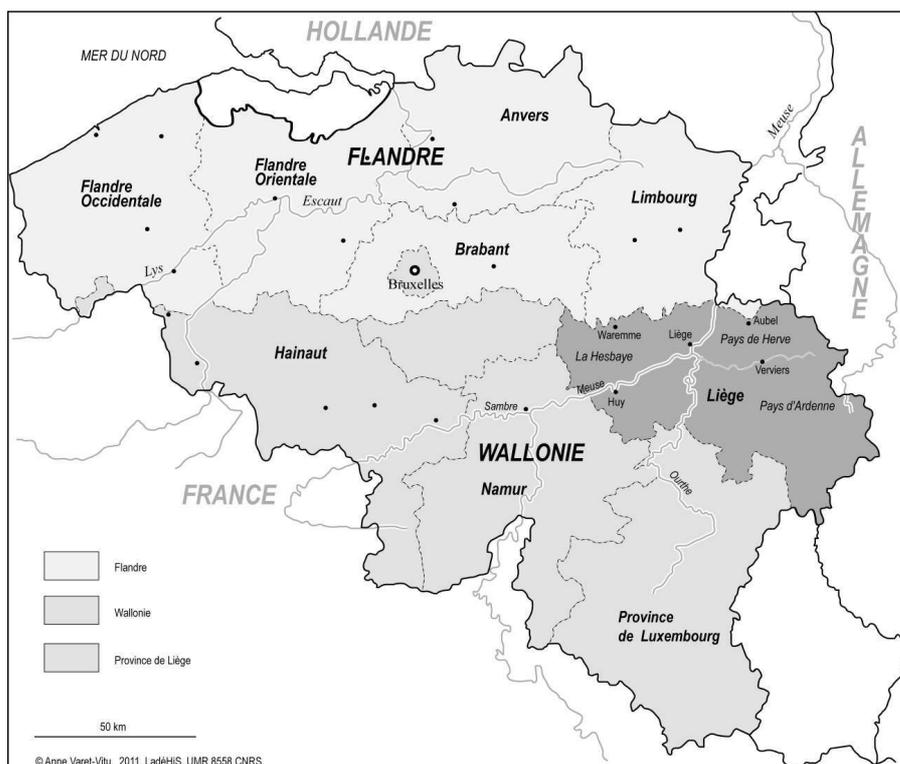
- 1 La crise de la fin des années 1840 en Europe est bien connue. Elle est généralement présentée comme la dernière des crises d'Ancien Régime, marquée plus particulièrement par la conjonction de mauvaises récoltes, provoquées à la fois par des difficultés climatiques et par l'expansion d'une maladie de la pomme de terre. Son extension européenne est par ailleurs soulignée, notamment dans l'espace nord européen rassemblé autour de la Mer du Nord¹.
- 2 Pour l'espace belge, l'attention des historiens s'est surtout centrée sur l'ouest du territoire, singulièrement les provinces de Flandre orientale et de Flandre occidentale, le phénomène méritant très tôt l'appellation de « crise des Flandres »². La synthèse la plus récente des constats faits par les historiens de ce drame vécu par la population flamande est sans doute le travail d'Eric Vanhaute³. Il fournit un modèle d'analyse solide et une

base de comparaison claire, qui permettent de resituer le cas flamand dans un contexte plus large.

- 3 En revanche, la situation des provinces du sud et de l'est de la Belgique dans cette tourmente européenne est beaucoup moins connue et semble ne pas avoir retenu d'attention particulière de la part des historiens, qu'ils situent leurs analyses dans un cadre national – belge – ou régional – wallon. Peut-être l'industrialisation galopante du sillon Sambre et Meuse a-t-elle monopolisé les travaux des chercheurs ? Il n'en reste pas moins que, durant le XIX^e siècle, l'agriculture reste un secteur essentiel de l'économie wallonne, tout comme la population agricole reste un élément déterminant de la population active régionale, particulièrement alors que la circulation des produits agricoles reste limitée et que la sécurité alimentaire reste une préoccupation majeure.
- 4 C'est dans ce contexte historiographique que se situent les quelques lignes qui suivent, articulées autour d'une question spécifique : comment les provinces wallonnes de la Belgique, et singulièrement la province de Liège, réagissent-elles à la « crise » des années 1845-1848 ? Pour tenter d'y apporter une réponse, je rappellerai d'abord les caractéristiques du contexte régional. Je préciserai ensuite très brièvement le cadre conceptuel sur lequel je m'appuie, en proposant une typologie des crises basée sur les éléments essentiels qui les caractérisent. Je présenterai enfin, tout aussi rapidement, les sources qui permettent d'atteindre les indicateurs de l'économie et de la société au cœur du XIX^e siècle belge. L'analyse de la chronologie et de l'intensité de la crise, appuyée sur l'évolution mensuelle des prix des céréales, constituera le cœur de mon propos. J'examinerai ainsi successivement le déroulement de la crise, son impact perceptible dans différents secteurs, les facteurs qui permettent, le cas échéant, de le comprendre, les – nombreuses – questions en suspens qui mériteraient d'être approfondies et permettraient sans doute d'aller plus avant.

1. Les caractéristiques du contexte régional

Figure 1. La région de l'est de la Wallonie



- 5 Durant le XIX^e siècle, la région liégeoise témoigne de plusieurs originalités appuyées sur un passé parfois lointain. Carrefour économique, politique, culturel, voire religieux⁴, elle articule un développement proto-industriel très important, à la fois textile, cloutier et armurier⁵, et des situations agricoles et agraires diverses. Elle voit se confirmer un processus déjà ancien de spécialisation et s'amplifier un mouvement de modernisation déjà sensible par endroits dès le XVI^e siècle⁶. Elle enclenche enfin une dynamique précoce d'industrialisation, qui ne cesse de se renforcer tout au long du XIX^e siècle⁷.
- 6 La spécialisation agricole la plus ancienne, celle du Pays de Herve, se situe entre la ville de Liège, la Meuse, la Vesdre et les frontières de l'Allemagne et de la Hollande. Dès les années 1550, elle oriente les productions locales vers les laitages, essentiellement beurre et fromages, commercialisés dans les villes voisines, mais aussi sur les marchés internationaux⁸. Fruits, sirops et cidres viennent encore accroître la compétitivité d'une petite économie agricole perçue, dès le début du XIX^e siècle et malgré la progressive disparition des activités proto-industrielles, comme exceptionnellement individualiste, riche et moderne, marquée par la propriété paysanne et centrée sur la viabilité de l'exploitation⁹.
- 7 Sur l'autre rive de la Meuse, c'est un deuxième système agraire et agricole qui s'offre à l'analyse. La Hesbaye est essentiellement, et de longue date, productrice de céréales à destination des marchés urbains voisins. Cette production est le fait de grandes exploitations en faire-valoir indirect, propriétés d'institutions religieuses ou charitables liégeoises et de familles de l'aristocratie principautaire. Le XIX^e siècle ne modifie pas immédiatement cette structure agraire qui privilégie les dynasties de fermiers, dans la mesure où la révolution et ses suites permettent simplement une substitution partielle de la propriété bourgeoise à la propriété noble ou ecclésiastique antérieure¹⁰. À dater des

années 1850 cependant, une nouvelle tentative d'introduction de la betterave sucrière induit un processus intense d'industrialisation agricole, tandis que le développement de l'élevage viandeux à destination des abattoirs de Liège et Bruxelles renforce une source complémentaire de revenus partiellement préexistante.

- 8 Reste le massif ardennais, à quelque distance il est vrai de la capitale liégeoise, mais à proximité de la ville de Verviers et à un jet de pierre du Pays de Herve. Jusque dans la première moitié du XIX^e siècle, le contraste entre les deux régions est frappant. L'Ardenne constitue un système écologique, économique et social à la limite de l'autosubsistance, arc-bouté sur une vaste propriété communale et des pratiques collectives vivaces¹¹. Il faudra le choc de la deuxième moitié du XIX^e siècle pour que s'y opère une transformation majeure et originale des structures économiques, orientant la région tout à la fois vers la sylviculture, la production de viande et celle de produits laitiers.
- 9 Quant à l'explosion industrielle, qui emploie une main d'œuvre de plus en plus abondante et draine progressivement des campagnes de plus en plus éloignées, elle finit par faire de la province de Liège une « petite » Angleterre continentale et la première des puissances industrielles européennes¹². Dans ces circonstances, la notion de crise peut prendre de multiples significations, se concrétiser par des indicateurs très divers et mobiliser, pour être approchée, de nombreuses sources. Précisons brièvement ce qu'il en est.

2. Types de crises, indicateurs de crise, sources documentaires

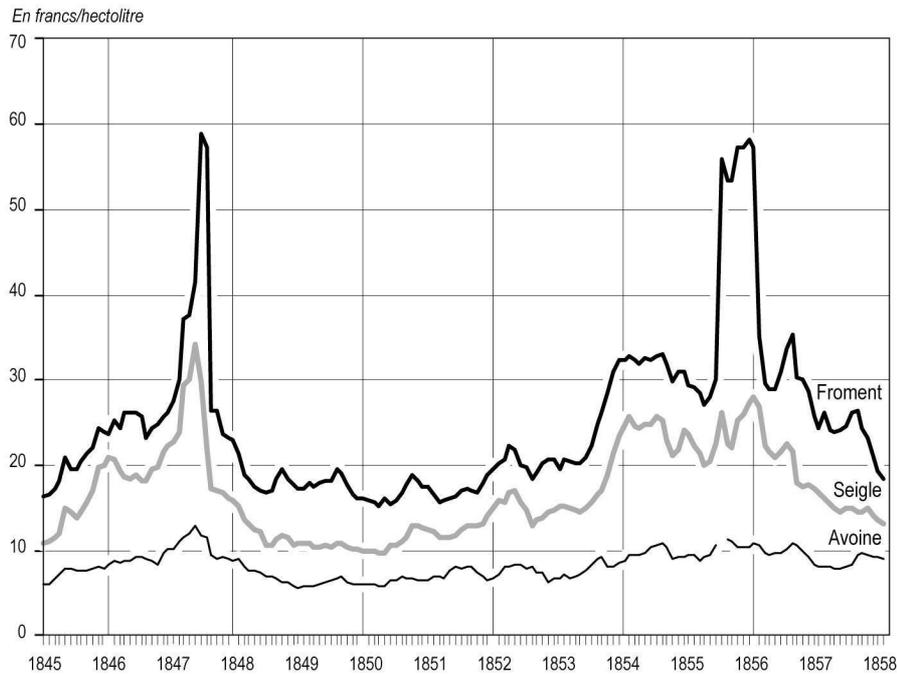
- 10 On pourra parler de crise agricole lorsque, pour des raisons multiples et qui peuvent varier suivant les circonstances, une ou plusieurs productions de l'agriculture atteignent des niveaux nettement inférieurs à ceux d'une année considérée comme normale. De même, il s'agira de crise de subsistances si cette situation affecte immédiatement et de manière significative l'approvisionnement de la population. Cette crise de subsistances peut à son tour entraîner une crise sociale, où le niveau de vie des populations touchées peut se trouver considérablement diminué.
- 11 Elle peut également dégénérer en une crise démographique dans la mesure où la baisse de niveau de vie rend l'accès aux marchés des produits alimentaires essentiels difficile, voire impossible, ce qui entraîne une situation de malnutrition plus ou moins forte, et dans le pire des cas, une situation de famine. Ce qui affecterait directement les taux classiques de mortalité et de natalité, mais aussi celui de nuptialité, de même que le taux de morbidité et qui pourrait enfin avoir un effet sur le taux migratoire.
- 12 Mais la crise agricole peut également devenir une crise agraire si, d'aventure, la hausse des prix des produits engendrée par leur rareté ne compense pas la perte de revenus provoquée par la baisse de production. Dans ce cas, c'est l'équilibre du budget de l'exploitation qui est compromis. Ce qui peut imposer, dans une gradation mortifère pour l'entreprise, le recours au crédit, l'aliénation partielle, enfin la vente globale, éventuellement à l'encan dans le contexte d'une faillite personnelle pure et simple.
- 13 Enfin ces différents types de crise peuvent se dérouler dans le cadre d'une crise économique plus globale qui affecterait plusieurs secteurs d'activité, voire tous. Ce qui pourrait impliquer une intensité bien plus forte de la crise des campagnes.

- 14 Chacun de ces types de crise implique le recours à des indicateurs particuliers, parfois directement disponibles, le plus souvent à reconstruire. En vrac, mentionnons simplement les prix des produits et leurs quantités, les mouvements de la population et ceux du marché immobilier comme du marché du crédit ou du marché du travail, les salaires à la ville comme à la campagne et l'évolution de l'emploi, ou encore les mouvements du commerce intérieur ou international. Qui plus est, ces indicateurs doivent être saisis suivant des périodicités adéquates au phénomène étudié et aux questions posées, mais également à un niveau adéquat, soit national soit régional.
- 15 Terre d'élection de la statistique¹³, l'espace belge permet assez généralement de disposer de données fiables, même si une approche critique de leur mode de collecte et de leur signification concrète reste essentielle. En effet, tous les pouvoirs publics s'acharnent, tout au long du XIX^e siècle à compter ou à collecter des informations quantifiables. C'est bien sûr le cas des recensements de la population¹⁴, de l'agriculture¹⁵ et de l'industrie¹⁶, qui se succèdent tous les dix ans. Mais c'est aussi le cas du *Bulletin de la statistique ou des publications de la Commission centrale de la Statistique*¹⁷ et de la publication du mouvement de l'état civil¹⁸. Et chaque niveau de pouvoir, notamment les provinces, nourrit son annuel « exposé de la situation administrative »¹⁹ d'une multitude de tableaux et données quantifiables directement collectées sur le terrain. Il n'empêche que les archives, singulièrement celles des administrations fiscales – cadastre²⁰ et enregistrement²¹ surtout – fournissent également leur lot d'informations. L'ensemble des données collectées permet dès lors d'isoler différents indices de crise et, éventuellement, d'établir entre eux des relations mesurables, qui dessinent les contours d'un système dynamique.

3. Chronologie et intensité de la crise. L'indice du prix des céréales

- 16 La Figure 2 (cf. Tableau 4 en Annexe 1) permet de mesurer de manière fiable l'évolution d'un indice important : celui du prix des céréales essentielles que sont le froment, le seigle et l'avoine. Il est constitué sur base des mercuriales mensuelles publiées dans l'exposé de la situation administrative de la province de Liège, constituées au départ des prix de trois ou quatre marchés sous-régionaux : Liège, Aubel, Waremme et Huy, qui reflètent les situations particulières de régions nettement différenciées, sans pour autant que l'information synthétique reprise permette de tenir compte de spécificités éventuelles. Que permet-elle de constater ?
- 17 D'abord que la montée des prix s'enclenche dès 1845, se poursuit en 1846, malgré un creux au milieu de l'année, puis s'envole littéralement avec un pic maximal en 1847. La décrue est ensuite rapide et régulière, les prix de 1848 à 1852 retrouvant les niveaux de 1845 avant que 1853 et 1854 enregistrent une nouvelle hausse, qui culmine en 1855, au même niveau que 1847. Mais, dès 1856, la courbe baissière semble acquise. De cette analyse globale ressort également le caractère relativement synchronisé des courbes du froment, du seigle et de l'avoine, même si celle du froment est la plus réactive et si celle de l'avoine l'est beaucoup moins. Au moment le plus difficile, le prix du froment est quatre fois plus élevé que la moyenne des années 1840 à 1844, celui du seigle trois fois et celui de l'avoine n'est pas tout à fait multiplié par deux.

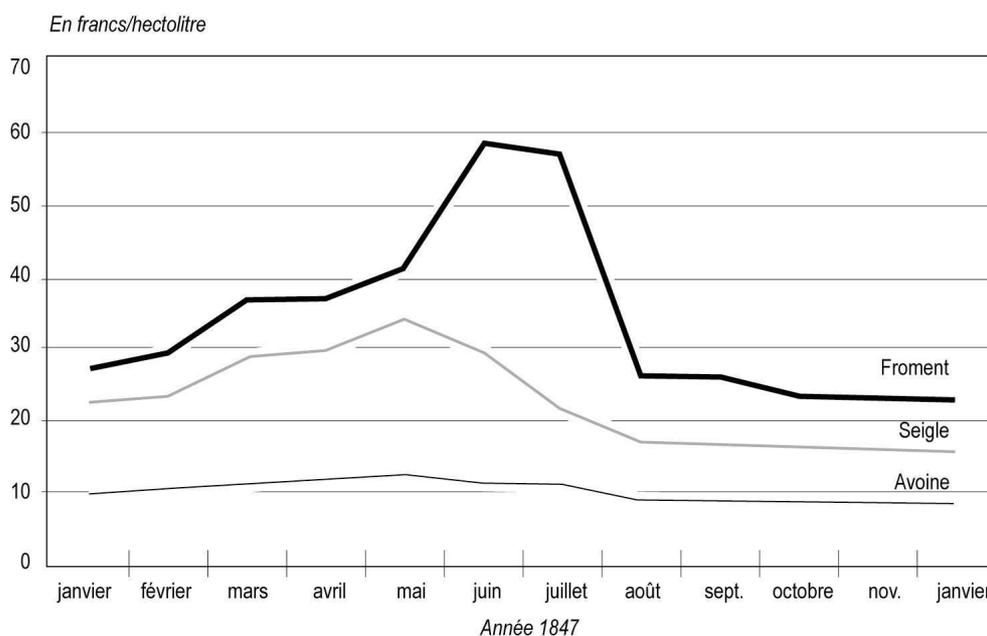
Figure 2. Prix du froment, du seigle et de l'avoine, 1845-1858



Sources. Exposé de la situation administration de la province de Liège, Verviers, 1846-1859.

- 18 Si on passe au niveau mensuel, on peut aller un peu plus loin. Chaque année permet de retrouver le mouvement classique de hausse des prix tout au long de l'hiver et du printemps pour s'achever par un sommet en juillet et une baisse dès la nouvelle récolte, en août. Mais l'ampleur de ces mouvements et leur point de départ varient d'une année à l'autre, de même que peuvent se repérer des décalages et des anomalies (cf. Annexe 1, Figure 8, pour les années 1845, 1846, 1848 et 1852).
- 19 En 1845, un premier sommet se situe, pour le froment, à 20,56 francs l'hectolitre et est atteint en mai. Une courte baisse intervient en juin, puis la hausse ne s'arrête plus avant décembre. 1846 est marqué par une relative stabilité, entre 23,34 francs en janvier et 25,89 francs en décembre et des hésitations constantes entre baisses et hausses, aussi limitées l'une que l'autre, même si le niveau moyen est nettement plus élevé que la moyenne des années 1840 à 1844. À ce moment, l'augmentation de prix est significative, mais ne représente encore que plus ou moins 20 à 25 %. La véritable explosion – spectaculaire – du cours du froment ne débute pourtant réellement qu'en février 1847, pour atteindre son sommet en juin, amorcer un recul dès juillet et une chute brutale en août, suite à une récolte exceptionnelle. Dès 1848, et malgré de petites fluctuations mensuelles, le niveau de 1845 est globalement retrouvé. La situation ne change plus jusqu'à l'automne 1852 où une petite hausse se fait à nouveau sentir, confirmée et accentuée en 1853 et 1854, une décrue ne s'amorçant réellement qu'en automne 1855 pour se confirmer seulement fin 1857. À des niveaux très différents, les fluctuations du prix du seigle ne démentent pas cette chronologie. Quant à l'avoine, elle semble traverser toute la période et chaque année prise individuellement sans à-coups particuliers.

Figure 3. Prix moyen des grains en 1847



- 20 À se limiter à l'indicateur des marchés provinciaux des céréales, la « crise » dans sa phase vraiment aiguë se limite dès lors à 6 mois de 1847, essentiellement pour le froment, de manière nettement moins marquée pour le seigle. De quelle manière cela affecte-t-il la vie de la province ?

4. L'impact de la crise

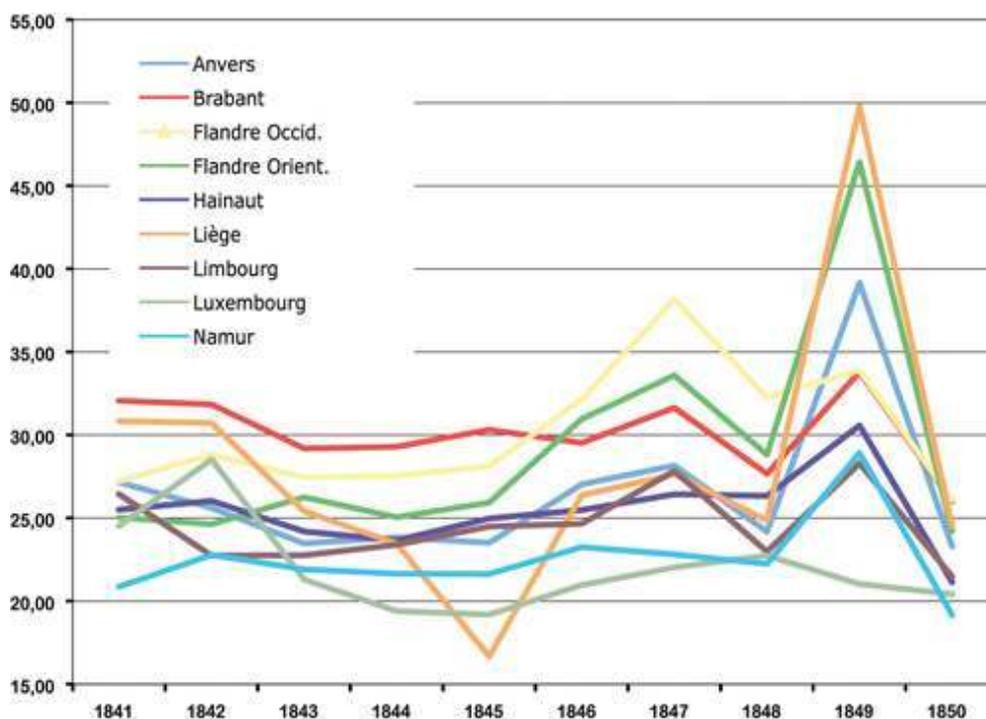
La perception des autorités

- 21 Si on en juge par le rapport des autorités provinciales concernant l'année 1845, « ... une grande calamité est venue frapper le pays, la récolte des pommes de terre a été en grande partie détruite par une maladie dont on a, peut-être, en vain recherché la cause »²². Mais malgré le drame de cette récolte pratiquement perdue, « la belle arrière-saison de l'année dernière avait favorisé la nourriture du bétail qui, plus longtemps que d'habitude, a pu paître au dehors, ce qui a permis de faire des économies dans les fourrages réservés pour la nourriture de l'hiver »²³, ce qui a atténué l'impact de cet « accident » agricole.

Des facettes de la crise

- 22 Incontestablement, l'observateur se trouve devant une crise agricole importante, qui touche essentiellement deux productions : la pomme de terre et le seigle²⁴. Mais la durée en est limitée et les effets également. Elle n'évolue pas vers une crise agraire. Ni les mouvements sur le marché immobilier, ni la taille des exploitations, ni les modes de faire-valoir ne se modifient fondamentalement de 1846 à 1859, quel que soit le terroir retenu²⁵.

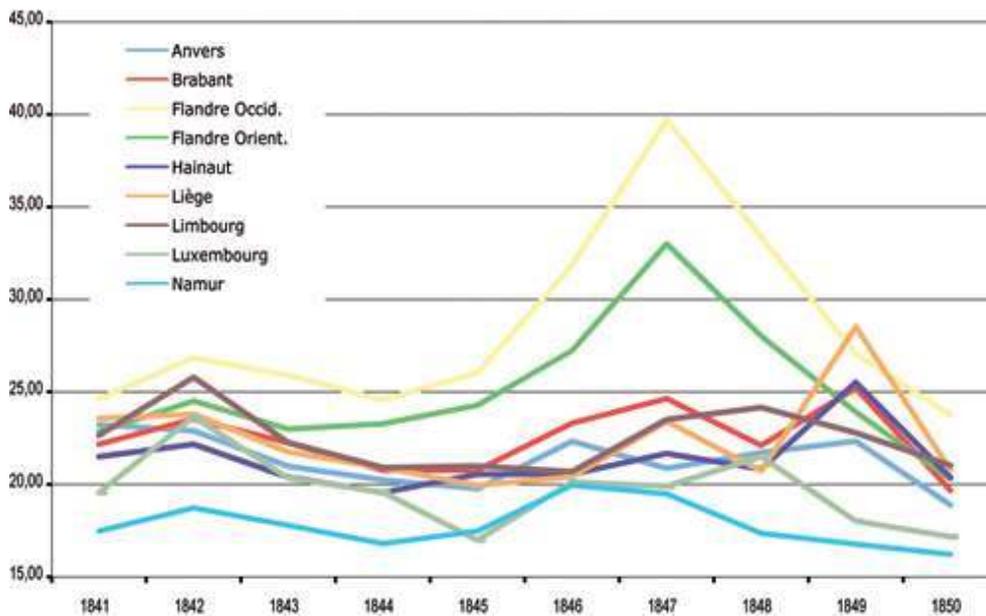
Figure 4. Taux de mortalité urbaine (en 0/00) par province, 1841-1850



Sources. Cf. Tableau 5 en Annexe1.

- 23 Elle ne dégénère pas non plus en une crise démographique comme en témoigne le mouvement de l'état civil pendant cette décennie²⁶. Pour les villes de la province (Figure 4), le taux de mortalité général moyen pour la décennie est de 28,02 ‰. Les années de la crise se situent au-dessous de cette moyenne. La seule année qui se démarque est 1849, mais les causes n'en sont pas, au moins directement, les subsistances, mais un problème de choléra, qui se manifeste en province de Liège à partir de décembre 1848, mais surtout au premier semestre 1849²⁷. Le différentiel par rapport à la Flandre occidentale en 1847 est de près de 10 ‰ et de près de 6 ‰ par rapport à la Flandre orientale. Par rapport aux autres provinces du sud de la Belgique en 1847, Liège a le taux de mortalité urbaine le plus élevé, proche de celui du Hainaut, mais nettement plus défavorable que celui des petites villes des provinces encore majoritairement agricoles et rurales que sont le Luxembourg et Namur.
- 24 Qu'en est-il des taux de mortalité rurale (Tableau 6 et Figure 5 en Annexe 2) ? Là aussi, la situation liégeoise se démarque des situations flamandes avec des différentiels de l'ordre de 16 ‰ par rapport à la Flandre occidentale et de quelque 10 ‰ par rapport à la Flandre orientale, toujours en 1847, au plus fort de la crise. Sans surprise, si les taux ruraux sont classiquement plus bas que les taux urbains, ils reproduisent la même hiérarchie des provinces wallonnes que ces derniers.

Figure 5. Taux de mortalité rurale (en 0/00) par province, 1841-1850



25 Sources. Cf. Tableau 6 en Annexe 1.

26 Quant au taux de natalité, son évolution confirme un choc généralisé en 1846, avec une chute qui varie de 3 à 5 ‰ : 3,94 ‰ en province de Liège contre 4,14 ‰ en province de Flandre occidentale et 4,05 ‰ en province de Flandre orientale avec toutefois pour ces deux provinces des différences nettes entre villes et campagnes au détriment de ces dernières. Cinq provinces poursuivent leur baisse de la natalité en 1847 : les deux Flandre, le Hainaut, le Limbourg et le Luxembourg. La province de Liège voit son taux de natalité se stabiliser, puis repartir à la hausse dès 1848. La Flandre occidentale stabilise son taux de natalité la même année, alors que la Flandre orientale connaît une nouvelle baisse. Le redressement, significatif, du taux de natalité n'intervient pour les deux Flandre qu'en 1849. La chute liégeoise est donc à la fois moins forte, moins durable et moins différenciée entre villes et campagnes.

Tableau 1. Taux de natalité par province 1841-1850 en ‰

	1841	1842	1843	1844	1845	1846	1847	1848	1849	1850
Anvers	33,41	32,02	31,08	32,37	32,15	27,89	28,03	27,90	30,41	29,34
Brabant	36,12	34,49	34,35	33,87	34,60	29,22	29,73	29,89	32,60	31,39
Flandre occ.	32,75	31,69	30,40	30,52	31,30	27,16	25,82	25,83	29,87	29,78
Flandre or.	31,63	30,75	29,72	29,63	30,31	26,26	25,12	24,78	28,83	28,16
Hainaut	33,71	32,43	31,92	30,99	31,55	27,08	26,99	28,11	29,93	29,17
Liège	34,21	34,19	33,20	33,35	33,06	29,10	29,14	30,03	31,80	31,22
Limbourg	31,33	30,74	30,32	29,53	29,57	26,09	24,26	26,23	29,30	27,96
Luxembourg	32,98	33,12	31,48	31,16	32,29	28,63	28,26	28,35	29,96	29,88
Namur	32,93	31,45	30,72	31,51	30,75	26,96	28,61	28,48	29,93	29,60

- 27 Quant à la nuptialité liégeoise, entre 1845 et 1846, elle passe de 7,87 ‰ à 6,99 ‰, atteint 6,71 ‰ en 1847 et remonte à 7,46 ‰ en 1848, à 8,47 ‰ en 1849 et à 8,84 ‰ en 1850²⁸. À nouveau ce qui frappe, c'est la faible ampleur de la baisse du taux liégeois et la récupération relativement rapide qui s'ensuit, même si la reprise flamande s'avère impressionnante à partir de 1849.
- 28 Enfin la crise sociale semble également, pour autant qu'on puisse l'évaluer, sous contrôle. D'abord pour ce qui est du nombre total des personnes secourues (Tableau 2).
- 29 En effet, ce chiffre global, loin d'être négligeable, fluctue, entre 1845 à 1857, de 95 684 (soit 22,02 % de la population de la province) et 77 497 personnes (soit 15,57 % de la population de la province), et connaît une diminution globale importante, même si les années 1852 à 1855 inversent provisoirement le sens de l'évolution²⁹. Quant aux années de crise proprement dites, qu'il s'agisse de 1847, pour la crise qui nous occupe, des années 1848 et 1849, difficiles pour l'industrie du fait de la situation internationale, ou de l'année 1855, avec une nouvelle poussée des prix des céréales, elles ne semblent affecter ces évolutions globales que de manière marginale.

Tableau 2. Évolution du nombre total de personnes secourues par les bureaux de bienfaisance en province de Liège

<i>Date</i>	<i>Personnes secourues</i>	<i>Date</i>	<i>Personnes secourues</i>
1845	95 684	1851	80 284
1846	90 004	1852	81 884
1847	91 768	1853	85 699
1848	87 370	1854	88 773
1849	84 214	1855	89 181
1850	80 174	1856	88 520
		1857	77 697

- 30 À partir de 1847, les chiffres annuels globaux de personnes secourues peuvent être ventilés suivant la géographie de la province, mais aussi suivant la nature « habituelle » (Figure 6 et Tableau 7 en Annexe 2) ou « accidentelle » (Figure 7 et Tableau 8 en Annexe 2) du secours perçu.

Figure 6. Évolution du nombre de personnes habituellement secourues, par les bureaux de bienfaisance, Province de Liège

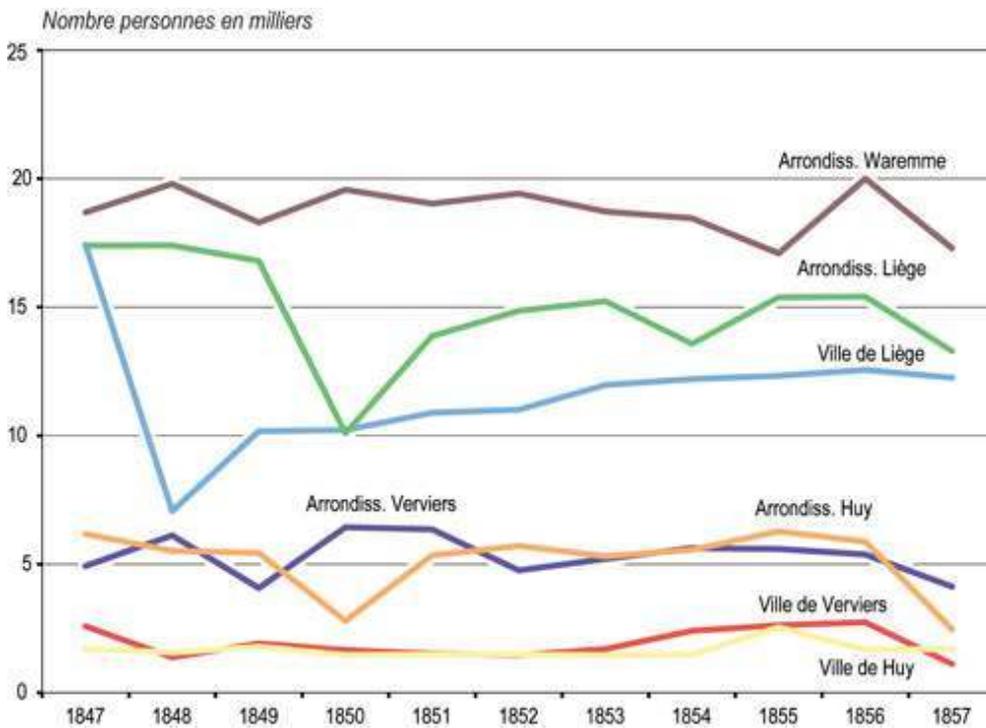
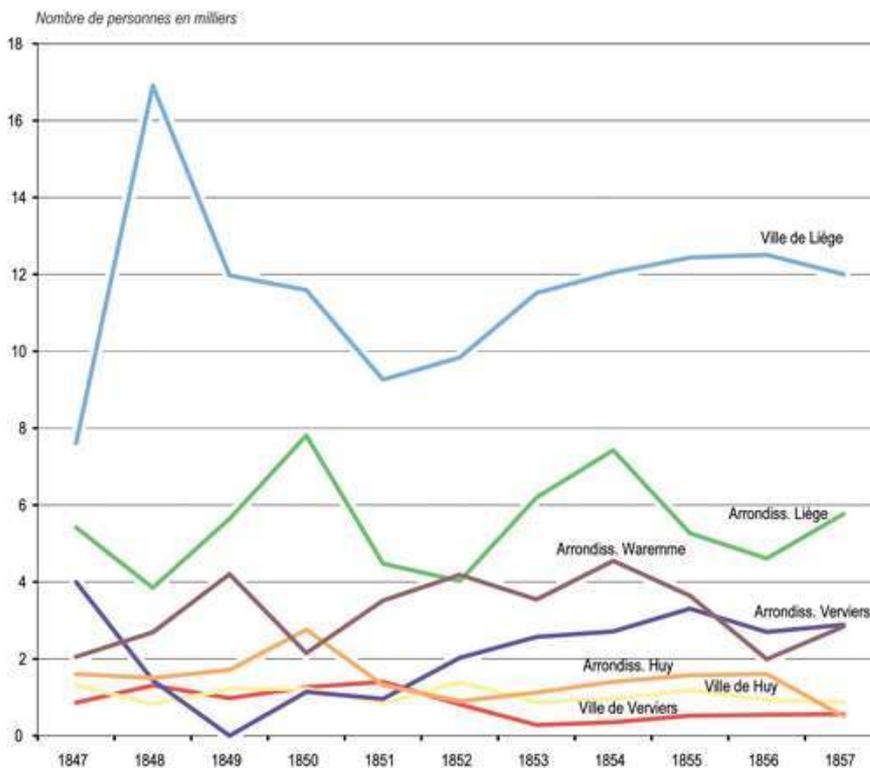


Figure 7. Évolution du nombre de personnes accidentellement secourues, par les bureaux de bienfaisance, Province de Liège

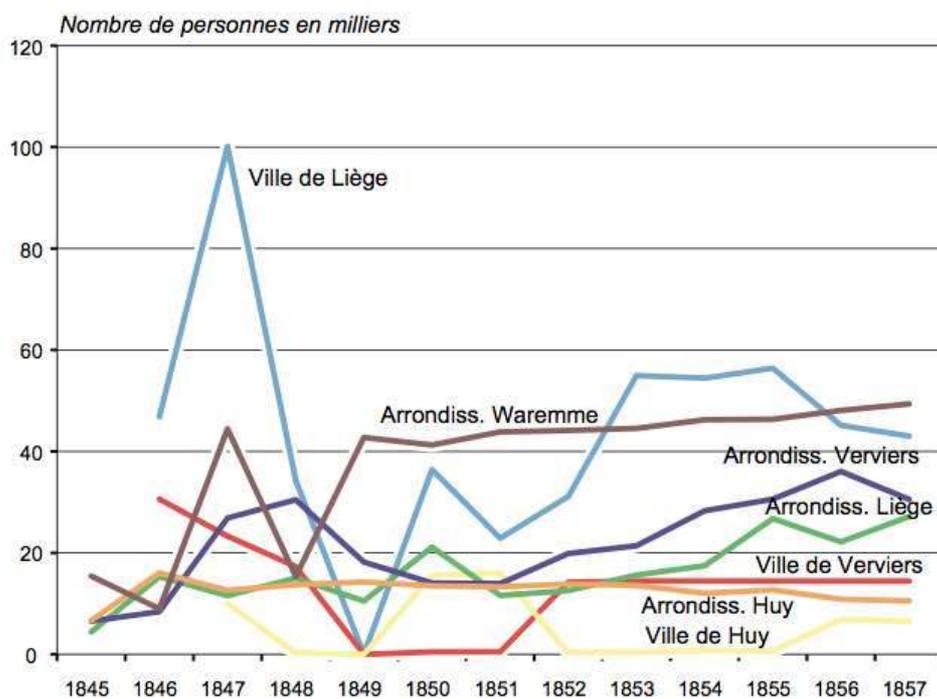


31 Les évolutions perceptibles, plus que les niveaux étroitement dépendants de l'ampleur du bassin de population concerné – même si la manière dont sont constituées ces statistiques

mériteraient sans doute une analyse approfondie – ne contredisent pas le constat global, mais le nuancent et, parfois, le complexifient. Ainsi pour la ville de Liège, de 1847 à 1848, les personnes secourues « accidentellement » passent de 7 612 unités à 16 908, tandis que le nombre des personnes secourues « habituellement » chute de 17 428 à 7 068, puis remonte à 10 174 en 1849. Pour les villes de la province, la situation semble plus difficile que pour les campagnes dans la mesure où si le nombre des personnes secourues « habituellement » y diminue de 1847 à 1848, le chiffre des personnes secourues « accidentellement » augmente d'une année sur l'autre. Pour les campagnes, c'est à de petites augmentations que l'on assiste entre 1847 et 1848, sauf dans l'arrondissement de Huy, soit la région agricole de Hesbaye du Sud, pour les personnes secourues « habituellement ». Quant aux personnes secourues « accidentellement », elles voient leur nombre diminuer, sauf pour l'arrondissement de Waremme, soit la région agricole de Hesbaye du Nord. C'est bien le système agraire centré sur la céréaliculture qui semble dès lors le plus affecté.

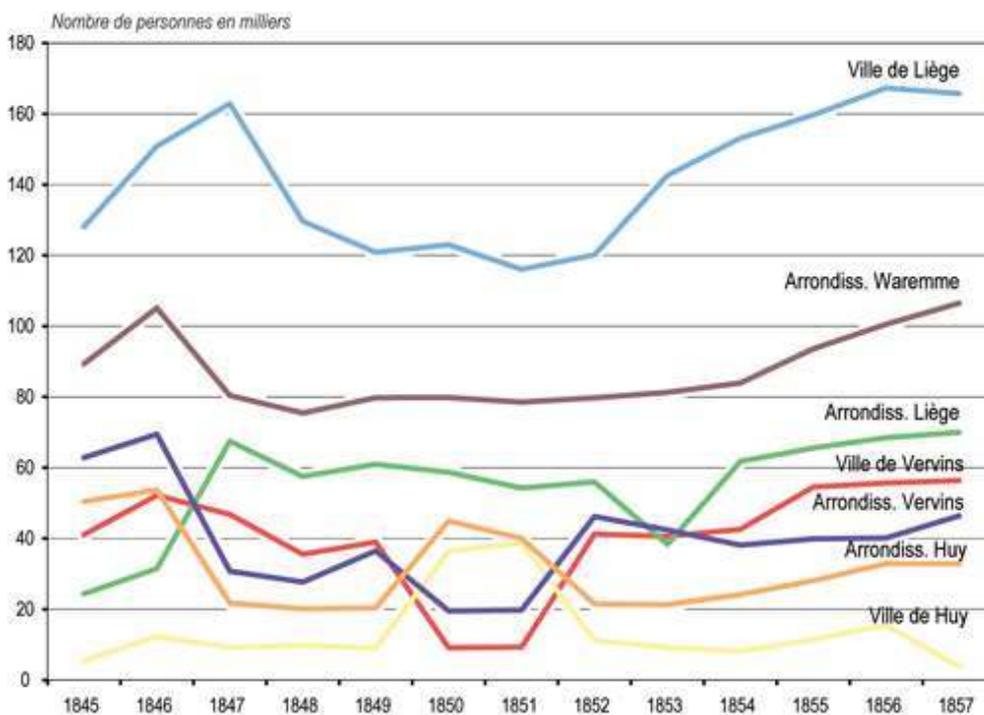
- 32 Pour ce qui est de l'évolution du volume et du type de secours en nature (Figure 8 et Tableau 9 en Annexe 2) ou en argent (Figure 9 et Tableau 10 en Annexe 2), elle permet aussi quelques constatations sur le déroulement de la crise. Les secours en nature d'abord sont, à partir de 1847, distribués dans les quatre villes de la province et doublent pratiquement la même année, après une première multiplication par près de quatre entre 1845 et 1846. La diminution de ce type de secours est ensuite progressive jusqu'en 1851, avant une remontée constante jusqu'en 1857. L'impact des zones les plus industrialisées « ville de Liège et arrondissement de Verviers » sur cette situation est significatif.
- 33 Quant aux secours en argent, leur évolution est beaucoup plus heurtée, leur niveau nettement plus élevé et les situations régionales sensiblement plus diversifiées. Globalement, l'année 1846 marque un premier sommet des interventions financières. Mais après une diminution, puis une stabilisation entre 1847 et 1851, la hausse reprend sans discontinuer jusqu'en 1857. Zones industrialisées et zones rurales semblent concernées au même titre, mais avec des ampleurs différentes et avec une tendance à la baisse plus rapide dans les campagnes entre 1846 et 1847.

Figure 8. Évolution des secours en nature évalués en argent accordés, par les bureaux de bienfaisance



e, province de Liège

Figure 9. Évolution des secours en argent accordés, par les bureaux de bienfaisance, province de Liège



34 Peut-on pour autant parler d'une crise économique globale telle qu'évoquée dans la typologie proposée? Il ne semble pas vraiment en être question : l'industrialisation

poursuit sur sa lancée, absorbe une partie du trop-plein de main-d'œuvre, fournit un salaire, même misérable. La situation n'en est évidemment pas idyllique. Les difficultés industrielles et commerciales dues à la situation internationale apparaissent ultérieurement et non simultanément. Elles prolongent, sans pour autant se conjuguer, ce qui apparaît aux autorités provinciales comme un drame pour le monde du travail. Il n'en reste pas moins que les indicateurs habituellement retenus pour évaluer le type et l'ampleur d'une crise semblent relativement sous contrôle.

- 35 Quels sont dès lors les facteurs qui peuvent être mobilisés pour tenter de comprendre cette relative maîtrise de la crise ?

Des facteurs de maîtrise de la crise

- 36 Conjoncturellement, l'action des autorités joue un rôle incontestable pour atténuer les effets humains de la crise. Elle coordonne les préoccupations charitables et assure du travail. Comme le rappellent les autorités provinciales dès 1846 :

« Le gouvernement s'est empressé, dans cette grave situation, de prendre toutes les mesures qu'elle réclamait pour assurer la subsistance publique ».

- 37 Pour le rédacteur du rapport, ces mesures sont d'une part la libéralisation du marché international des denrées alimentaires³⁰, d'autre part le vote d'un crédit exceptionnel « pour venir en aide aux communes pauvres », enfin le soutien à la création « de comités de charité dans presque toutes les localités ». Il est ainsi amené à constater à la fois le rôle essentiel joué par « la philanthropie » et le « courage » comme « l'esprit d'ordre » de la « classe souffrante ». Le mode de répartition du subside de l'État lui paraît incontestablement une clé de cette réussite dans la mesure où il permet une mise au travail des plus pauvres. Comme il l'indique :

« Fournir de l'occupation aux bras inactifs, tel est, en effet, en Belgique, pays de haute moralité et d'activité, le principal et pour ainsi dire, l'unique problème à résoudre dans des conjonctures semblables ».

- 38 Ces travaux touchent à la fois des travaux d'améliorations locaux, plus particulièrement aux chemins vicinaux, mais le rédacteur du rapport précise également que « le Gouvernement a, en outre, ordonné de grands travaux et, indépendamment de ces mesures, il a encore accordé plusieurs subsides pour venir directement en aide aux malheureux qui ne pouvaient se livrer au travail »³¹.

- 39 Finalement, écrivant dans le courant de 1846, les autorités provinciales constatent qu'« il restait, à l'approche du printemps, d'autres mesures à prendre ; il fallait assurer les plantations des pommes de terre nécessaires, surtout aux petits cultivateurs et aux journaliers pauvres et honnêtes ». Ce qui a été fait, comme en témoigne l'exposé de l'année suivante, qui indique également une limitation des pertes de 1846 à une moyenne provinciale de 20 %. Mais les structures économiques, agraires et agricoles ou encore alimentaires jouent sans doute un rôle encore plus important.

- 40 Du point de vue économique global et contrairement à la Flandre, la proto-industrialisation n'est plus qu'un souvenir autour de Verviers, comme autour de Liège, la transformation du mode de production de biens industriels ayant eu lieu essentiellement entre 1800 et 1820, même si des traces en subsistent encore au milieu du XIX^e siècle. Le maintien d'une activité industrielle importante, à la fois dans le bassin liégeois et le bassin verviétois, permet une relative désynchronisation des cycles industriels et agricoles, même si le décalage n'est que d'une année, voire de quelques mois. Ce qui limite

par le fait même l'intensité de la crise, même si elle prolonge la période où les difficultés se font durement sentir. En ce sens, elle facilite la résistance sociale à la crise.

- 41 Du point de vue agricole, la diversité des types d'activités permet également une meilleure résistance des exploitations, dont les revenus ne sont pas affectés de manière similaire et générale, qu'il s'agisse de production laitière et fromagère ou de production de viande, voire de plantes industrielles comme la betterave. L'importance des interventions de bienfaisance confirme cette hypothèse dans la mesure où, manifestement, la région céréalière, après la grande ville, mobilise le plus l'assistance publique. Par ailleurs, entre 1800 et 1850, la pomme de terre reste minoritaire et le seigle voit également sa place se réduire, ce qui, dans un cas comme dans l'autre, diminue le risque entrepreneurial³².
- 42 Quant aux structures alimentaires³³, elles posent clairement la question de la place de la pomme de terre dans les habitudes alimentaires humaines et des possibilités éventuelles de substitution qui existent en cas de problème d'approvisionnement. Le premier point est loin d'être clair pour les années 1840, or c'est naturellement une question cruciale³⁴ : la pomme de terre intervient-elle dans l'alimentation humaine ou est-elle plutôt utilisée massivement pour l'engraissement des porcs ? Si ce dernier cas de figure se confirmait, la question des possibilités de substitution de la pomme de terre se poserait dès lors pour l'alimentation animale plus que pour l'alimentation humaine. Quant à l'avoine, dans la mesure où elle peut être utilisée, et l'est abondamment, pour l'alimentation humaine, que ce soit sous forme de galettes ou de bouillies, la question qui se pose, en cas de récolte médiocre, porte à nouveau sur l'alimentation animale – celle des chevaux en l'occurrence – plutôt que sur celle des hommes. Les passerelles entre nourriture animale et nourriture humaine semblent donc possibles et nombreuses³⁵. Mais il s'agit là d'une des nombreuses questions qui devraient être approfondies.

*

- 43 Au terme de ce premier examen de la situation liégeoise dans les années 1845-1858 et en le replaçant dans une perspective comparatiste, il ne saurait naturellement être question de conclure. Il n'en reste pas moins que, au-delà du problème fondamental de la composition du régime alimentaire, de la place qu'y occupe réellement la pomme de terre, ou des rôles respectifs qu'y jouent le seigle, le froment et l'avoine, d'autres éléments mériteraient une investigation plus poussée. Je n'en retiendrai ici que quatre.
- 44 La première porte sur l'impact du cadre géographique de référence privilégié. Très naturellement, notamment compte tenu du matériel statistique disponible pour le XIX^e siècle et de la tradition historiographique qui s'appuie sur lui, c'est le plus souvent le cadre national qui est retenu. Pourtant jusque dans les années 1950, l'homogénéisation des économies est loin d'être acquise. L'utilisation d'un cadre régional peut dès lors s'avérer éclairante. Cette étude de la province de Liège a essayé, entre autres, de le montrer. Elle mériterait sans doute d'être étendue à d'autres provinces wallonnes, dont les situations peuvent varier énormément. Constatons cependant au passage que le niveau provincial peut lui-même lisser des évolutions sous-régionales contrastées, par exemple celles que connaissent les bassins liégeois – essentiellement métallurgique et charbonnier – et verviétois – massivement identifié au textile. Cela impliquerait de renoncer à l'utilisation de données agrégées au niveau provincial et de passer au niveau communal.

- 45 Dans ce contexte, une deuxième question se dessine : celle des rapports entre villes et campagnes et entre industries et agricultures, non seulement dans la phase proto-industrielle, mais aussi dans le décours de la première industrialisation qui caractérise l'essentiel du XIX^e siècle. Trop souvent analysées comme des réalités clairement distinctes et pleinement autonomes, ces relations systémiques ne gagneraient-elles pas à être envisagées dans les liens qui les unissent autant que dans les dynamiques qui leur sont propres, plus particulièrement pendant cette période somme toute longue où s'effectue, très lentement, mais inexorablement, le basculement du centre de gravité de l'économie et de la société européenne ?
- 46 Une troisième question émerge également, peut-être rendue plus cruciale par une actualité plus récente, mais essentielle également dans un contexte plus structurel : celle des modalités et de l'efficacité des interventions des pouvoirs publics, à la fois pour lutter contre les effets immédiats d'une crise et pour tenter de mettre en place les conditions nécessaires pour éviter sa répétition. Il est frappant de constater que la crise des années 1845 à 1848 est l'occasion de prendre des mesures strictement conjoncturelles de mise au travail, mais aussi de lancer des programmes d'investissements d'infrastructure ou de se limiter à de la subvention de bienfaisance pure et simple, soit trois voies sensiblement divergentes dans leur principe. Ce qui n'empêche par ailleurs pas que la crise soit aussi le détonateur d'une réflexion sur la formation des agriculteurs et l'enseignement agricole, d'une action législative déterminée en matière de défrichement et d'amélioration des terres et des productions agricoles. Il serait indispensable de s'interroger sur la manière dont l'ensemble de ces décisions et orientations se structurent les unes par rapport aux autres et selon quelles proportions.
- 47 Enfin une dernière question, au premier abord essentiellement factuelle, résulte de la simple lecture de la courbe des prix des céréales : que se passe-t-il entre 1853 et 1857 qui permette de comprendre l'envolée constatée, particulièrement en l'absence de commentaires des observateurs contemporains ?

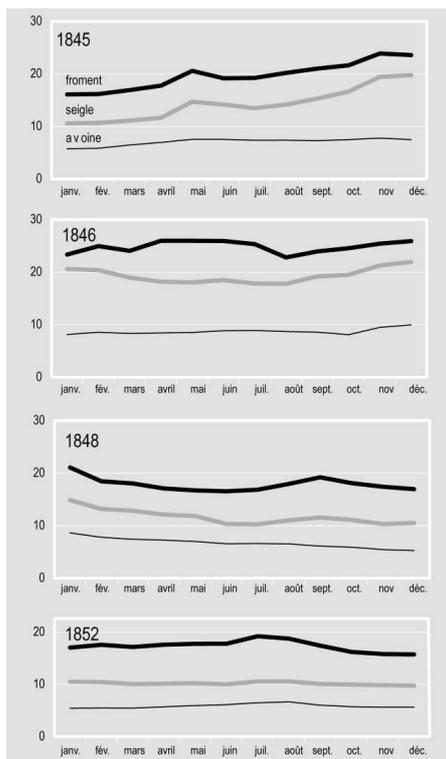
Sources

- 48 Statistique de la Belgique : population : recensement général, 15 octobre 1846, Bruxelles, Ministère de l'intérieur, 1850.
- 49 Statistique de la Belgique : industrie : recensement général, 15 octobre 1846, Bruxelles, Ministère de l'intérieur, 1851.
- 50 Commission centrale de statistique (Bruxelles). Documents statistiques publiés par le Département de l'intérieur, avec le concours de la Commission centrale de statistique, Bruxelles, s.d.
- 51 Population. Mouvement de l'état-civil, Ministère de l'intérieur. Statistique de la Belgique, Bruxelles, 1831/41-1848/50
- 52 Exposé de la situation administrative de la Province de Liège fait par la députation permanente du Conseil Provincial, Verviers, 1838-1858.
- 53 Hoyois, Georges, L'Ardenne et l'Ardennais : l'évolution économique et sociale d'une région, Gembloux, Duculot, 1949-1953.
- 54 —, « Spécialisations précoces, spécialisations tardives dans les campagnes liégeoises du XVIII^e au XX^e siècle », présenté lors du colloque de l'Action COST A35 tenu à Rennes sur le

thème « The management of rural land Agricultural specialisation and rural patterns of development (15-16 juin 2007), Brepols, 2011, à paraître.

Annexe 1

Figure 10. Prix moyen des grains en 1845, 1846, 1848 et 1852



Sources. Exposé de la situation administration de la province de Liège, Verviers, 1846-1859.

Tableau 4. Prix moyens des grains en province de Liège, 1845-1857

	janv.	fév.	mars	avril	mai	juin	juil.	août	sept.	oct.	nov.	déc.
1845												
Froment	16,08	16,15	16,91	17,75	20,56	19,15	19,22	20,18	20,99	21,62	23,87	23,57
Seigle	10,58	10,66	11,10	11,63	14,69	14,15	13,46	14,15	15,29	16,62	19,63	19,75
Avoine	5,76	5,84	6,46	6,95	7,55	7,54	7,26	7,38	7,27	7,49	7,76	7,49
1846												
Froment	23,34	24,04	24,04	25,96	25,95	25,92	25,32	22,79	23,93	24,54	25,41	25,89
Seigle	20,58	20,38	18,95	18,17	18,04	18,47	17,82	17,78	19,17	19,48	21,26	21,94
Avoine	8,12	8,56	8,31	8,42	8,52	8,84	8,00	8,68	8,57	8,09	9,48	9,96
1847												
Froment	27,20	29,71	36,84	37,25	41,24	38,54	36,98	26,12	26,15	23,29	22,84	22,67
Seigle	22,52	23,55	28,95	29,84	33,95	29,46	21,56	16,85	16,78	16,51	15,85	15,62
Avoine	9,97	10,77	11,23	11,74	12,51	11,46	11,15	9,09	8,79	8,88	8,63	8,53
1848												
Froment	21,06	18,44	18,03	17,08	16,71	16,54	16,84	17,95	19,20	18,09	17,41	16,95
Seigle	14,86	13,17	12,85	12,10	11,84	10,33	10,27	11,02	11,55	11,10	10,31	10,50
Avoine	8,62	7,79	7,41	7,25	6,99	6,56	6,60	6,53	6,10	5,91	5,43	5,26
1849												
Froment	17,63	17,97	17,15	17,39	17,76	17,77	18,21	18,75	17,41	16,20	15,80	15,72
Seigle	10,49	10,43	10,06	10,12	10,22	10,50	10,54	10,56	10,07	9,96	9,84	9,73
Avoine	5,42	5,45	5,43	5,70	5,92	6,11	6,47	6,65	6,00	5,72	5,63	5,63
1850												
Froment	15,53	15,29	14,78	15,85	15,12	15,57	16,51	17,39	18,61	17,87	17,27	17,14
Seigle	9,72	9,71	9,46	9,44	10,26	10,41	10,71	11,15	12,52	12,53	12,24	12,16
Avoine	5,65	5,63	5,82	5,45	6,13	6,22	6,74	6,35	6,51	6,22	6,26	6,11
1851												
Froment	16,32	15,42	15,63	15,76	15,94	16,64	16,92	16,70	16,49	17,56	18,50	19,16
Seigle	11,88	11,24	11,20	11,21	11,55	12,69	12,62	12,46	12,62	12,86	13,75	14,59
Avoine	6,74	6,72	6,48	7,35	7,31	7,58	7,66	7,75	7,07	6,86	6,25	6,38
1852												
Froment	19,93	20,28	21,83	21,42	19,62	19,48	18,13	18,67	19,87	20,40	20,25	19,16
Seigle	15,63	15,32	16,55	16,64	15,37	14,40	12,65	13,18	13,53	14,18	14,50	14,93
Avoine	6,90	7,71	7,71	8,01	8,00	7,62	7,79	7,03	7,17	6,99	6,34	6,49
1853												
Froment	20,24	20,03	19,86	19,82	20,51	22,00	24,55	25,95	28,08	30,72	31,97	32,09
Seigle	14,95	14,68	14,36	14,13	14,59	15,37	16,30	16,74	18,63	21,11	23,13	24,49
Avoine	6,77	6,46	6,58	6,81	7,32	8,01	8,65	8,83	7,84	7,82	8,19	8,56
1854												
Froment	32,58	32,06	31,57	32,21	32,02	32,50	32,63	31,58	29,58	30,57	30,73	29,08
Seigle	25,42	24,51	24,06	24,52	24,50	25,50	24,90	22,55	20,78	21,55	23,77	25,20
Avoine	9,13	9,22	9,20	9,52	10,18	10,23	10,55	10,17	8,67	8,89	8,86	9,19
1855												
Froment	28,76	28,05	26,74	27,55	29,71	35,71	52,97	52,98	57,00	57,07	57,96	56,99
Seigle	22,63	21,02	19,56	20,19	22,25	25,86	22,28	21,70	24,99	25,50	27,05	27,78
Avoine	9,15	8,54	8,84	9,11	10,41	10,94	10,85	10,14	10,15	10,14	10,48	
1856												
Froment	34,81	29,29	28,64	28,61	30,74	33,44	34,93	29,87	29,71	28,26	25,44	24,02
Seigle	26,43	21,92	21,29	20,71	21,35	22,32	21,23	17,55	17,17	17,29	16,87	16,38
Avoine	10,29	9,23	9,05	9,28	9,45	9,87	10,52	10,26	9,63	8,97	8,09	7,85
1857												
Froment	25,83	23,67	23,44	23,69	24,25	25,88	26,11	24,02	22,34	20,67	19,22	18,15
Seigle	15,86	15,22	14,52	14,28	14,57	14,52	14,26	14,26	14,26	13,75	13,23	12,68
Avoine	7,84	7,66	7,57	7,56	7,84	8,12	9,20	9,25	9,03	8,92	8,84	8,65

Sources. Exposé de la situation administration de la province de Liège, Verviers, 1846-1859.

Annexe 2

Tableau 5. Taux de mortalité urbaine (en 0/00) par province, 1841-1850

	1841	1842	1843	1844	1845	1846	1847	1848	1849	1850
Anvers	27,15	25,61	23,47	23,83	23,51	27,03	28,16	24,18	39,15	23,30
Brabant	32,06	31,84	29,19	29,29	30,31	29,52	31,64	27,66	33,79	26,01
Flandre Occid.	27,22	28,81	27,45	27,54	28,12	32,15	38,18	32,24	33,90	26,10
Flandre Orient.	25,03	24,63	26,25	25,05	25,93	30,96	33,59	28,81	46,42	24,23
Hainaut	25,50	26,03	24,19	23,66	24,97	25,48	26,43	26,33	30,57	21,14
Liège	30,84	30,72	25,41	23,46	16,67	26,37	27,63	24,86	49,77	24,53
Limbourg	26,44	22,74	22,76	23,39	24,49	24,66	27,83	22,98	28,29	21,47
Luxembourg	24,52	28,53	21,30	19,40	19,19	20,97	22,03	22,74	21,03	20,42
Namur	20,86	22,78	21,91	21,65	21,63	23,25	22,81	22,24	28,91	19,16
Total	27,46	27,54	25,89	25,41	26,17	28,49	30,87	27,25	38,00	24,05

Sources. Population. Mouvement de l'état civil. Ministère de l'Intérieur. Statistique de la Belgique, Bruxelles, 1831-1841/1848-1850.

Tableau 6. Taux de mortalité rurale (en 0/00) par province, 1841-1850

	1841	1842	1843	1844	1845	1846	1847	1848	1849	1850
Anvers	23,23	22,90	20,98	20,24	19,77	22,33	20,87	21,72	22,34	18,89
Brabant	22,17	23,54	22,25	20,76	20,77	23,31	24,64	22,11	25,20	19,68
Flandre Occid.	24,63	26,84	25,90	24,57	26,03	31,84	39,72	33,37	27,07	23,75
Flandre Orient.	22,86	24,51	22,99	23,28	24,28	27,23	33,01	28,02	23,91	20,30
Hainaut	21,50	22,17	20,39	19,56	20,55	20,56	21,67	20,83	25,52	20,37
Liège	23,57	23,80	21,75	20,90	19,95	20,42	23,41	20,73	28,52	20,80
Limbourg	22,66	25,79	22,26	20,91	20,99	20,69	23,51	24,16	22,79	21,03
Luxembourg	19,55	23,66	20,34	19,58	16,99	20,13	19,90	21,50	18,02	17,17
Namur	17,48	18,73	17,79	16,80	17,48	19,96	19,49	17,36	16,77	16,22
Total	22,14	23,75	22,07	21,24	21,60	23,63	26,60	24,00	24,31	19,90

Sources. Population. Mouvement de l'état civil. Ministère de l'Intérieur. Statistique de la Belgique, Bruxelles, 1831-1841/1848-1850.

Tableau 7. Évolution du nombre de personnes habituellement secourues, par les bureaux de bienfaisance, province de Liège

	1847	1848	1849	1850	1851	1852	1853	1854	1855	1856	1857
Ville de Liège	17 428	7 068	10 174	10 219	10 892	11 012	11 973	12 204	12 329	12 558	12 256
Ville de Verviers	2 584	1 377	1 917	1 657	1 518	1 458	1 699	2 406	2 627	2 741	1 117
Ville de Huy	1 705	1 565	1 789	1 463	1 491	1 485	1 457	1 490	2 541	1 671	1 700
Arrondiss. Liège	17 394	17 404	16 800	10 095	13 881	14 856	15 230	13 576	15388	15 409	13 294
Arrondiss. Verviers	4 931	6 120	4 073	6 438	6 355	4 760	5 206	5 624	5 593	5 379	4 127
Arrondiss. Huy	6 174	5 519	5 434	2 798	5 345	5 712	5 307	5 556	6 280	5 875	2 473
Arrondiss. Waremme	18 687	19 797	18 296	19 572	19 027	19 423	18 722	18 458	17 094	20 000	17 295
Total général	68 903	58 850	58 483	62 242	58 509	58 706	59 594	59 314	61 852	63 633	52 262

Tableau 8. Évolution du nombre de personnes accidentellement secourues, par les bureaux de bienfaisance, province de Liège

	1847	1848	1849	1850	1851	1852	1853	1854	1855	1856	1857
Ville de Liège	7 612	16 908	11 973	11 591	9 263	9 839	11 514	12 050	12 438	12 508	12 002
Ville de Verviers	862	1 308	978	1 261	1 402	814	280	352	521	546	561
Ville de Huy	1 317	8 22	1 220	1 222	839	1 389	875	965	1 185	926	875
Arrondiss. Liège	5 417	3 849	5 643	7 811	4 477	4 024	6 1597	7 428	5 267	4 612	5 767
Arrondiss. Verviers	3 998	1 441	0	1 140	959	2 028	2 570	2 713	3 306	2 699	2 886
Arrondiss. Huy	1 605	1 502	1 714	2 758	1 318	898	1 125	1 403	1 570	1 606	505
Arrondiss. Waremme	2 054	2 690	4 202	2 149	3 517	4 186	3 544	4 547	3 642	1 990	2 839
Total général	22 865	28 520	25 731	17 932	21 775	23 178	26 105	29 458	27 929	24 887	25 435

Tableau 9. Évolution des secours en nature évalués en argent accordés, par les bureaux de bienfaisance, province de Liège

	1845	1846	1847	1848	1849	1850	1851	1852	1853	1854	1855	1856	1857
Ville de Liège	46 829	100 1142 30 600	34 301	44 299	36 439		22 885	31 135	54 969	54 446	56 410	45 143	43 023
Ville de Verviers	1 6600		23 300	17 300	16 000	490	500	14 250	14 450	14 450	14 450	14 450	14 450
Ville de Huy			10 000	300	500	15 600	16 000	400	400	783	650	6 899	6 534
Arrondiss. Liège	4 418	15 277	11 570	15 041	10 504	21 137	11 593	12 570	15 631	17 472	26 571	22 171	27 160
Arrondiss. Verviers	6 546	8 414	26 870	30 475	18 193	14 068	13 937	19 872	21 412	28 301	30 589	3 608	30 552
Arrondiss. Huy	6 666	16 068	12 642	13 709	14 271	13 501	13 310	13 887	13 578	12 036	12 697	10 872	10 540
Arrondiss. Waremme	15 415	8 986	44 444	15 335	42 751	41 269	43 846	44 133	44 545	46 244	46 335	48 090	49 362
Total général	58 467	12 5876	228971	196463	146 521	142 508	122 073	136249	164 987	17 734	187 885	183 685	181 623

Tableau 10. Évolution des secours en argent accordés, par les bureaux de bienfaisance, province de Liège

	1845	1846	1847	1848	1849	1850	1851	1852	1853	1854	1855	1856	1857
Ville de Liège	128 156	150 879	162 899	129 648	120 891	123 032	116 070	120 157	142 618	153 126	159 720	167 315	165 733
Ville de Verviers	41 085	52 225	46 800	35 544	39 000	9 150	9 300	41 254	40 614	42 604	54 554	55 700	56 400
Ville de Huy	5 500	12 300	9 200	98 00	9 050	36 400	38 754	11 200	9 200	8 131	11 500	15 500	3 766
Arrondiss. Liège	24 379	31 517	67 501	57 532	60 987	58 715	54 260	55 986	38 346	61 793	65 570	68 505	69 978
Arrondiss. Verviers	62 873	69 476	30 759	27 688	36 498	19 529	19 768	46 209	42 433	38 127	39 893	40 153	46 400
Arrondiss. Huy	50 453	53 697	21 762	20 118	20 411	44 957	40 087	21 515	21 314	24 162	28 060	32 901	32 843
Arrondiss. Waremme	89 372	105 123	80 414	75 463	79 786	79 820	78 552	79 748	81 299	83 935	93 608	10 0543	106511
Total général	401 817	475 216	419 334	355 794	366 623	371 583	353 792	376 068	395 824	411 878	452 905	48 0617	481 631

BIBLIOGRAPHIE

BIHOT, Charles, *Le Pays de Herve : étude de géographie humaine*, Anvers, Imprimerie J. Van Hille-De Backer 1913.

BRACKE, Nele, *Een monument voor het land : overheidsstatistiek in België, 1795-1870*, Gand, Academia Press, 2008.

DEGRÈVE, Daniel, *Le commerce extérieur de la Belgique 1830-1913-1939 : présentation critique des données statistiques*, Bruxelles, Académie Royale de Belgique, 1982, vol. 1a.

DEJONGH, G. & SEGERS, Yves, « De hoofdelijke voedelconsumptie in België, 1830-1913, Reconstructie dataset en analyse », in Y. SEGERS *et al.*, *Op de weg naar een consumptie maatschappij over het gebruik van voeding, kleding en luxe goederen in België en Nederland, 19^e-20^e eeuw*, Amsterdam, Aksant, 2002, p. 67-101.

DELATTE, Ivan, *Les classes rurales dans la Principauté de Liège au XVIII^e siècle*, Paris, Droz et Bibliothèque de la Faculté de philosophie et lettres de l'Université de Liège, 1945.

DEMOULIN, Bruno & KUPPER, Jean-Louis, *Histoire de la principauté de Liège de l'an mille à la Révolution*, Toulouse, Privat, 2002.

- GADISSEUR, Jean, *Le produit physique de la Belgique, 1830-1913 : présentation critique des données statistiques*, Introduction générale, Agriculture, Bruxelles, Académie Royale de Belgique, vol. 1a, 1990.
- GUTMANN, Myron P., *Toward the modern economy. Early industry in Europe, 1500-1800*, Philadelphia, 1988.
- GUTMANN, Myron P. & LEBOUTTE, René, « Rethinking protoindustrialization and family », *Journal of Interdisciplinary History*, 1983, p. 587-608.
- HAESSENNE-PEREMANS, Nicole, *La pauvreté dans la région liégeoise à l'aube de la révolution industrielle : un siècle de tension sociale (1730-1830)*, Paris, Les Belles Lettres, 1981.
- HANSOTTE, Georges, *La métallurgie et le commerce international du fer dans les Pays-Bas autrichiens et la Principauté de Liège pendant la seconde moitié du XVIII^e siècle*, Bruxelles, Académie royale de Belgique, 1980.
- JACQUEMYS, G., *Histoire de la crise économique des Flandres (1845-1850)*, Bruxelles, M. Lamartin, 1929.
- LEBOUTTE, René (dir.), *Proto-industrialisation. Recherches récentes et nouvelles perspectives*, Genève, Droz, 1996.
- LEBRUN, Pierre, *L'industrie de la laine à Verviers au XVIII^e siècle*, Liège, Bibliothèque de la Faculté de Philosophie et Lettres de l'Université de Liège, 1948.
- LEBRUN, Pierre, BRUWIER, Marinette, DHONDT, Jan, et al., *Essai sur la révolution industrielle en Belgique : 1770-1847*, Bruxelles, Académie royale de Belgique, 1981.
- NEVEN, Muriel, *Individus et familles : les dynamiques d'une société rurale : le Pays de Herve dans la seconde moitié du XIX^e siècle*, Genève, Droz et Bibliothèque de la Faculté de Philosophie et Lettres de l'Université de Liège, 2003.
- O GRADA, Cormac, PAGING, Richard & VANHAUTE, Eric (ed.), *When the potato Failed. Causes and Effects of the Last European Subsistence Crisis, 1845-1850*, Turnhout, Brepols, 2007.
- RUWET, Joseph, *L'agriculture et les classes rurales au Pays de Herve sous l'Ancien Régime*, Liège, Bibliothèque de la Faculté de Philosophie et Lettres, 1943.
- SCHOLLIERS, Peter, *Arm en rijk aan tafel, 200 jaar eet cultuur in België*, Bruxelles, EPO, 1993.
- SERVAIS, Paul, « Mutations agricoles, marchés fonciers et stratégies familiales : une comparaison Hesbaye, Pays de Herve, Ardenne entre 1750 et 1900 », in Br. CAULIER & Y. ROUSSEAU (dir.), *Temps, espace et modernités. Mélanges offerts à Serge Courville et Normand Séguin*, Québec, Les Presses de l'Université Laval, 2009, p. 177-189.
- VANHAUTE, Eric, « So worthy an example to Ireland. The subsistence and industrial crisis of 1845-1850 in Flanders », in *Causes and effects of the last European subsistence crisis, 1845-1850*, Brepols, p. 123-148.
- VERSCHUEREN, N., « L'enjeu du pain à Bruxelles dans la première moitié du 19^e siècle », *Revue belge d'histoire contemporaine*, 2009, 3-4, p. 329-367.
- VLIBERGH, Émile, *L'Ardenne. La population agricole au 19^e siècle. Contribution à l'étude de l'histoire économique et sociale*, Bruxelles, Dewit, 1911.
- VLIBERGH, Émile & ULENS, Robert, *La population agricole de La Hesbaye au XIX^e siècle : contribution à l'étude de l'histoire économique et sociale*, Bruxelles, Académie royale de Belgique, Classe des lettres et des sciences morales et politiques et classe des beaux-arts, Mémoires, Collection in-8, 2^e série, 1909.

RÉSUMÉS

La crise des années 1845-1848 frappe durement la Flandre. Elle atteint également la Wallonie, plus particulièrement la province de Liège, mais avec un impact moindre. Les prix des céréales s'envolent entre 1845 et 1847, sans pour autant que le taux de mortalité soit significativement affecté ou que le taux de natalité le soit durablement. La structure agraire n'en est pas modifiée et la crise sociale (personnes secourues et secours distribués) est limitée dans son ampleur. La polyactivité agricole, le processus de modernisation des systèmes économiques enclenché dès la fin du XVIII^e siècle, le découplage des crises agricole et industrielle, l'action des pouvoirs publics, l'intervention de la philanthropie figurent parmi les éléments qui caractérisent la situation liégeoise et expliquent sa résilience.

The crisis of 1845-1848 hit Flanders hard. It also reached Wallonia, especially the province of Liege, but with a lesser impact. Grain prices soared between 1845 and 1847, without, however, significantly affecting the mortality rate, or even the birth rate for long. The agrarian structure was unchanged and the social crisis (people saved and relief distributed) was limited in scope. Diversified agricultural activity, the process of modernisation of economic systems begun in the late eighteenth century, the decoupling of agricultural and industrial crises, government action and the intervention of philanthropy are among the elements that characterised the situation in the Liege area and help to explain its resilience.

AUTEUR

PAUL SERVAIS

Université catholique de Louvain, Collège Erasme, Place Cardinal Mercier, B 1348 Louvain-la-Neuve, Belgique. E-mail : paul.servais@uclouvain.be